

Op grond van de evaluatie kan de Regering voorstellen om het onthaaltraject en zijn uitvoeringsmodaliteiten in termen van rechten en plichten van de partijen te wijzigen.”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 992 (2013-2014). Nrs 1, *1bis* tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 26 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202429]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux services à gestion distincte de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, le décret-programme du 18 décembre 2003, le décret du 17 novembre 2005, le décret-cadre du 6 novembre 2008, le décret du 30 avril 2009, le décret-programme du 22 juillet 2010, le décret du 31 mars 2011 et le décret du 10 mai 2012, les articles 32 à 34 et l'article 44, alinéa 5;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 21 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 13 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 55.382/2, donné le 24 mars 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « décret » : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, le décret-programme du 18 décembre 2003, le décret du 17 novembre 2005, le décret du 30 avril 2009, le décret du 22 juillet 2010, le décret du 31 mars 2011 et le décret du 10 mai 2012;

2^o « services » : le service à gestion distincte ayant pour objet l'instruction, la vérification administrative et la liquidation d'octroi d'aides et de subventions liées aux politiques de l'emploi et de la formation tel que visé par l'article 33 du décret et le service à gestion distincte, chargé de la gestion financière et budgétaire des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation tel que visé à l'article 34 du décret;

3^o « les Ministres » : le Ministre de l'Emploi et le Ministre de la Formation;

4^o. Par « l'Office » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que visé par le décret.

CHAPITRE II. — De la gestion

Art. 3 § 1^{er}. Les services à gestion distincte sont des services de l'Office chargés :

1^o de la gestion administrative, financière et budgétaire pour les domaines d'activités visés aux articles 33 et 34 du décret, à savoir un service ayant pour objet l'instruction, la vérification administrative et la liquidation d'octroi d'aides et de subventions liées aux politiques de l'emploi et de la formation, en particulier pour les aides, programmes, subventions;

2^o de la gestion financière et budgétaire des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation.

Les services à gestion distincte disposent, dans l'exercice de leurs missions, d'une autonomie dans la gestion financière, comptable et technique et le service à gestion distincte relatif à la gestion des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation veille à la cohérence et à la légalité des procédures administratives au sein de ces comités.

§ 2. Chaque service peut effectuer toutes les activités qui sont compatibles avec ou susceptibles, soit directement soit indirectement, de contribuer à la réalisation des missions telles que définies aux articles 32 à 34 du décret.

§ 3. L'administrateur général est chargé de la gestion journalière, de l'organisation des travaux et du bon fonctionnement des services. L'administrateur général peut déléguer une partie de ses tâches.

§ 4. Les services bénéficient des moyens de support logistique de l'Office.

§ 5. Les services respectent les règles et procédures administratives mises en place au sein de l'Office.

CHAPITRE III. — *Du budget et de la comptabilité*

Art. 4. L'administrateur général est réputé ordonnateur des dépenses et des recettes pour ce qui concerne les dépenses liées directement aux activités des services.

L'ordonnateur des dépenses et des recettes peut engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur le budget des services et peut déléguer, pour partie, ce pouvoir à d'autres membres du personnel conformément aux règles applicables en matière de délégations au sein de l'Office.

En cas de cessation de fonction, l'ordonnateur transmet de manière complète et en temps réel, les données comptables et budgétaires des services à son successeur.

Art. 5. Les services reçoivent annuellement une subvention au travers d'une allocation de base spécifique fixée par le Gouvernement.

L'année budgétaire débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Le compte annuel est arrêté au 31 décembre de chaque année et comporte au moins le compte d'exécution du budget.

Les moyens financiers non utilisés peuvent être reportés à l'exercice suivant au travers du compte de réserve de l'Office.

Art. 6. Les dépenses relatives au fonctionnement des services ainsi qu'à la gestion des biens qui lui sont affectés sont à charge de l'Office.

Art. 7. Le montant des dépenses ne peut pas dépasser le montant des recettes.

Art. 8. Les services ne disposent pas d'une comptabilité propre mais peuvent recourir à une comptabilité analytique.

Les règles générales applicables à l'Office en matière budgétaire et comptable s'appliquent de la même manière aux services.

CHAPITRE IV. — *Du personnel*

Art. 9. § 1^{er}. Les membres du personnel engagés par l'Office afin d'exécuter des tâches relevant des missions des services sont réaffectés d'office au sein des services.

A fonction égale, ces membres conservent les droits pécuniaires, l'ancienneté ainsi que les avantages acquis en vertu du contrat de travail conclu avec l'Office, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, aussi longtemps qu'ils sont affectés à une fonction liée au fonctionnement des services.

§ 2. Les membres du personnel des services font partie du personnel de l'Office. Ils sont soumis aux dispositions en vigueur au sein de l'Office et aux droits et obligations applicables au personnel.

CHAPITRE V. — *Du contrôle*

Art. 10. Les organes de contrôle de l'Office sont chargés du contrôle des services. Ils peuvent contrôler la gestion budgétaire et financière des services et se faire fournir en tout temps tout document justificatif, états, renseignements et éclaircissements relatifs à ses recettes et dépenses.

CHAPITRE VI. — *Des spécificités du service à gestion distincte chargé de la gestion financière et budgétaire des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation*

Section 1^{re}. — Collège des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation

Art. 11. Le Collège des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation, tel que visé à l'article 44 du décret, est composé comme suit :

1^o les présidents des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation;

2^o deux représentants des organisations représentatives des employeurs et deux représentants des organisations représentatives des travailleurs ainsi que leurs suppléants;

3^o deux membres désignés par le Gouvernement;

4^o l'administrateur général ou son représentant.

Le Gouvernement nomme les représentants effectifs et suppléants visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, sur proposition des organismes qu'ils représentent.

Le Gouvernement nomme les deux membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3^o, sur proposition pour l'un du Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions et pour l'autre sur proposition du Ministre de la Formation.

Les membres du Collège sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Un membre du personnel du service à gestion distincte compétent assure le secrétariat du Collège des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation.

Section 2. — Plan d'action

Art. 12. § 1^{er}. Le Collège des comités subrégionaux établit chaque année un programme d'action pluriannuel pour une période de cinq ans et un plan d'action annuel, assortis d'objectifs et indicateurs. Le plan est établi au regard du contrat de gestion et des missions tels que visés aux articles 32 à 34 du décret. Le plan prévoit notamment l'activité de chaque Comité.

§ 2. L'administrateur général et/ou le Collège des comités subrégionaux soumettent, après avis du Comité stratégique, le plan d'action à l'approbation du Comité de gestion.

L'administrateur général établit annuellement une proposition budgétaire, eu égard au plan d'action.

§ 3. Le plan de travail est communiqué aux Ministres.

§ 4. L'administrateur général et/ou le Collège des comités subrégionaux font rapport annuellement au Comité de gestion quant à la réalisation des missions au regard du plan d'action intégré.

§ 5. Le Comité de gestion peut en dehors de ces rapports périodiques exiger à tout moment la production ou la communication d'informations relatives à l'exercice des missions de chaque service.

§ 6. Le Gouvernement, par l'intermédiaire des Ministres, peut exiger à tout moment la production ou la communication d'informations relatives à l'exercice des activités de chaque service.

CHAPITRE VI. — *De la collaboration entre les services à gestion distincte et les Directions générales*

Art. 13. Chaque Direction générale et service à gestion distincte exerce ses compétences en concertation avec les autres Directions générales et les autres services à gestion distincte.

Art. 14. Certains projets ou certaines activités peuvent se mener conjointement par deux ou plusieurs Directions générales ou services à gestion distincte.

En cas de compétences conjointes, les décisions sont prises par le Comité de direction, tel que visé à l'article 23ter du décret. Le Comité de direction veille à la cohésion des décisions dans un but de transversalité et de convergence des politiques de l'Office.

Art. 15. Lorsqu'une Direction générale ou un service à gestion distincte estime qu'une autre Direction générale ou un autre service à gestion distincte dépasse ses compétences ou qu'il existe un conflit de compétences ou d'intérêts, celle-ci saisit l'administrateur général.

L'administrateur général présente le point au Comité de direction qui statue sur le différend et, le cas échéant, prend les décisions dans le domaine litigieux.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202429]

3 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de diensten met afzonderlijk beheer van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, het programmadecreet van 18 december 2003, het decreet van 17 november 2005, het kader-decreet van 6 november 2008, het decreet van 30 april 2009, het programmadecreet van 22 juli 2010, het decreet van 31 maart 2011 en het decreet van 10 mei 2012, artikelen 32 tot 34 en artikel 44, vijfde lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2013;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 21 januari 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië), gegeven op 13 januari 2014;

Gelet op het advies nr. 55.382/2 van de Raad van State, gegeven op 24 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 127, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "decreet": het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, het programmadecreet van 18 december 2003, het decreet van 17 november 2005, het decreet van 30 april 2009, het decreet van 22 juli 2010, het decreet van 31 maart 2011 en het decreet van 10 mei 2012;

2^o « diensten » : de dienst met afzonderlijk beheer die instaat voor de behandeling, het administratief onderzoek en de uitbetaling van tegemoetkomingen en toelagen in verband met het tewerkstellings- en vormingsbeleid, zoals bedoeld in artikel 33 van het decreet, en de dienst met afzonderlijk beheer die instaat voor het financieel en budgettair beheer van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming, zoals bedoeld in artikel 34 van het decreet;

3^o « Ministers » : de Minister van Tewerkstelling en de Minister van Vorming;

4^o « Office » : de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals bedoeld in het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Beheer*

Art. 3 § 1. De diensten met afzonderlijk beheer zijn diensten van de « Office » die instaan voor :

1° het administratief, financieel en budgettair beheer betreffende de activiteitendomeinen bedoeld in de artikelen 33 en 34 van het decreet, met name een dienst die instaat voor de behandeling, het administratief onderzoek en de uitbetaling van tegemoetkomingen en toelagen in verband met het tewerkstellings- en vormingsbeleid, in het bijzonder wat tegemoetkomingen, programma's, toelagen betreft;

2° het financieel en budgettair beheer van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming.

In de uitoefening van hun opdrachten genieten de diensten met afzonderlijk beheer autonomie voor het financieel, boekhoudkundig en technisch beheer. De dienst met afzonderlijk beheer die instaat voor het beheer van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming ziet toe op de samenhang en de wettigheid van de administratieve procedures binnen die comités.

§ 2. Elke dienst kan alle activiteiten uitoefenen die verenigbaar zijn met de uitvoering van de opdrachten omschreven in de artikelen 32 tot 34 van het decreet of die rechtstreeks of onrechtstreeks daartoe kunnen bijdragen.

§ 3. De administrateur-generaal wordt belast met het dagelijks beheer, de organisatie van de werken en de vlotte werking van de diensten. De administrateur-generaal kan een deel van zijn taken delegeren.

§ 4. De diensten beschikken over de logistieke hulpmiddelen van de « Office ».

§ 5. De diensten houden zich aan de administratieve regels en procedures die binnen de « Office » gelden.

HOOFDSTUK III. — *Begroting en boekhouding*

Art. 4. De administrateur-generaal wordt geacht ordonnateur te zijn van de uitgaven en ontvangsten wat betreft de uitgaven in rechtstreeks verband met de activiteiten van de diensten.

De ordonnateur van de uitgaven en ontvangsten kan elke op de begroting te boeken uitgave vastleggen, goedkeuren en ordonnanceren en een deel van die bevoegdheid aan andere personeelsleden delegeren overeenkomstig de regels die inzake delegaties toepasselijk zijn binnen de « Office ».

Indien de ordonnateur zijn functie neerlegt, draagt hij de boekhoudkundige en budgettaire gegevens van de diensten geheel en in real-time aan zijn opvolger over.

Art. 5. De diensten ontvangen jaarlijks een toelage in de vorm van een specifieke basisuitkering die door de Regering vastgelegd wordt.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

De jaarrekening wordt afgesloten op 31 december van elk jaar en omvat op zijn minst de uitvoeringsrekening van de begroting.

De niet gebruikte financiële middelen kunnen naar het volgende boekjaar overgedragen worden via de reserverekening van de « Office ».

Art. 6. De uitgaven voor de werking van de diensten alsook voor het beheer van de goederen die hen toegewezen worden zijn voor rekening van de « Office ».

Art. 7. Het bedrag van de uitgaven mag niet hoger zijn dan het bedrag van de ontvangsten.

Art. 8. De diensten beschikken niet over een eigen boekhouding maar kunnen gebruik maken van een analytische boekhouding.

De algemene regels die inzake begroting en boekhouding op de « Office » toepasselijk zijn, worden op dezelfde wijze op de diensten toegepast.

HOOFDSTUK IV. — *Personeel*

Art. 9. § 1. De personeelsleden die door de « Office » in dienst genomen worden voor de uitvoering van taken die onder de opdrachten van de diensten vallen, worden ambtshalve opnieuw aangesteld binnen de diensten.

Bij gelijke functie behouden die personeelsleden de geldelijke rechten, de anciënniteit alsook de voordelen verworven voor de inwerkingtreding van dit besluit krachtens de met de « Office » gesloten arbeidsovereenkomst, zolang ze aangesteld zijn voor een functie i.v.m. de werking van de diensten.

§ 2. De personeelsleden van de diensten maken deel uit van het personeel van de « Office ». Ze worden onderworpen aan de bepalingen van kracht binnen de « Office » en aan de rechten en plichten die op het personeel toepasselijk zijn.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 10. De controleorganen van de « Office » worden belast met het voeren van controle op de diensten. Ze kunnen controle voeren op het budgettair en financieel beheer van de diensten en zich elk ogenblik alle bewijsstukken, staten, gegevens en uitleg i.v.m. hun uitgaven en ontvangsten laten overleggen.

HOOFDSTUK VI. — *Specificiteiten van de dienst met afzonderlijk beheer die instaat voor het budgettair en financieel beheer van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming**Afdeling 1. — College van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming*

Art. 11. Het College van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming, zoals bedoeld in artikel 44 van het decreet, is samengesteld als volgt :

1° de voorzitters van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, alsook hun plaatsvervangers;

3° twee leden aangewezen door de Regering;

4° de administrateur-generaal of zijn vertegenwoordiger.

De gewone en plaatsvervangende vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 2°, worden door de Regering aangewezen op de voordracht van de organen die ze vertegenwoordigen.

De twee leden bedoeld in het eerste lid, 3°, worden door de Regering aangewezen, het ene op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en het andere op de voordracht van de Minister van Vorming.

De leden van het College worden aangewezen voor een verlengbare termijn van drie jaar.

Het secretariaat van het college van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming wordt waargenomen door een bevoegd personeelslid van de dienst met afzonderlijk beheer.

Afdeling 2. — Actieplan

Art. 12. § 1. Elk jaar worden door het college van de subregionale comités een meerjarig actieprogramma voor een periode van vijf jaar en een jaarlijks actieplan opgemaakt, met doelstellingen en indicatoren. Het plan wordt opgemaakt met inachtneming van de beheersovereenkomst en de opdrachten zoals bedoeld in de artikelen 32 tot 34 van het decreet. Het plan voorziet met name in de activiteit van elk Comité.

§ 2. De administrateur-generaal en/of het college van de subregionale comités leggen het actieplan ter goedkeuring aan het beheerscomité voor, na advies van het strategisch comité.

De administrateur-generaal dient jaarlijks een begrotingsvoorstel in, rekening houdend met het actieplan.

§ 3. Het werkplan wordt aan de Ministers meegedeeld.

§ 4. De administrateur-generaal en/of het college van de subregionale comités brengen jaarlijks verslag uit aan het beheerscomité over de uitvoering van de opdrachten ten opzichte van het geïntegreerde actieplan.

§ 5. Behalve die periodieke verslagen kan het beheerscomité elk ogenblik verzoeken om de overlegging of de verstrekking van informatie over de uitoefening van de opdrachten van elke dienst.

§ 6. De Regering kan door toedoen van de Ministers elk ogenblik verzoeken om de overlegging of de verstrekking van informatie over de uitoefening van de activiteiten van elke dienst.

HOOFDSTUK VI. — *Samenwerking tussen de diensten met afzonderlijk beheer en de directoraten-generaal.*

Art. 13. Elk directoraat-generaal en elke dienst met afzonderlijk beheer oefent zijn bevoegdheden uit in samenspraak met de andere directoraten-generaal en diensten met afzonderlijk beheer.

Art. 14. Bepaalde projecten of activiteiten kunnen gezamenlijk gevoerd worden door twee of meer directoraten-generaal of diensten met afzonderlijk beheer.

In geval van gezamenlijke bevoegdheden worden de beslissingen door het directiecomité genomen, zoals bedoeld in artikel 23ter van het decreet. Het directiecomité ziet toe op de cohesie van de beslissingen met het oog op de transversaliteit en de convergentie van de beleidsvormen van de "Office".

Art. 15. Als een directoraat-generaal of een dienst met afzonderlijk beheer acht dat een ander directoraat-generaal of een andere dienst met afzonderlijk beheer zijn bevoegdheden te buiten gaat of dat er een bevoegdheids- of belangenconflict bestaat, maakt het de zaak aanhangig bij de administrateur-generaal.

De administrateur-generaal legt de zaak voor aan het directiecomité, dat zich over het geschil uitspreekt en, desgevallend, de desbetreffende beslissingen neemt.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31266]

27 MAART 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, gewijzigd bij de ordonnanties van 11 juli 2002, 20 juli 2006, 21 december 2012, 21 november 2013 en 19 december 2013, de artikelen 6bis en 28;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 mei 2008 tot vaststelling van het bedrag, alsook van de termijn en de nadere voorschriften voor betaling van de administratieve geldboetes met toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 maart 2011 betreffende de erkenning van de individuele beroepsopleiding van taxichauffeurs in de onderneming met als doel het bekomen van een bekwaamheidscertificaat voor taxichauffeur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 16 oktober 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31266]

27 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, modifiée par les ordonnances des 11 juillet 2002, 20 juillet 2006, 21 décembre 2012, 21 novembre 2013 et 19 décembre 2013, les articles 6bis et 28;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2008 fixant le montant ainsi que le délai et les modalités de paiement des amendes administratives en application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 mars 2011 relatif à la reconnaissance de la formation professionnelle individuelle en entreprise en vue de l'obtention d'un certificat de capacité de chauffeur de taxi dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget;